

DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

du 08 JUILLET 2015

Salle d'honneur de la Mairie à 20H00

Le compte-rendu des délibérations suivantes a été affiché à la porte de la Mairie le 10 juillet 2015.

La convocation du Conseil Municipal avait été établie le 3 juillet 2015.

Présents : Le maire, Alain LORIGUET, Mme GUIBRET, Mme ADAM-NORMAND, Mme PETITOT, M. THIBERT, M. BLUTEAU, Mme BONET, Mme JEANNERET, Mme TRUCHETET, M. BARTHOD, M. COUVAL, Mme GAUTHIER, M. GILLIARD, Mme HACQUARD, M. HEQUETTE, Mme MORGADINHO, Mme MOUGNARD, M. TROUTIER, M. VALZER, M. VERNIER.

Absents excusés : Madame Cécile GIGNET (pouvoir à Sylvie JEANNERET)
Monsieur Loïc ALLAIN (pouvoir à Marie-Pierre PETITOT)

Absent : Monsieur Claude VERNEREY

Madame Martine MOUGNARD, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance.

Ordre du Jour

Affaires Générales

- 15.43 Désignation d'un agent correspondant chargé de la gestion des demandes d'aide auprès du CNAS
- 15.44 Conseiller municipal délégué au domaine social – renoncement à indemnité
- 15.45 Conseiller municipal délégué à l'environnement – renoncement à indemnité
- 15.46 Avis sur le projet de schéma de mutualisation de services
- 15.47 Remboursement lié à une dépense imprévue d'une association

Domaine de l'Animation des Sports et de la Culture

- 15.48 Subventions aux Associations / exercice 2015
- 15.49 Adoption d'une charte du marché des producteurs

Domaine des Finances

- 15.50 Tarif des services communaux
- 15.51 Tarifs des concessions de cimetière, des caveaux et des cavurnes
- 15.52 Tarif – stock de bois ponctuel
- 15.53 Budget communal – décision modificative n° 1
- 15.54 Budget communal – renégociation de prêt pour l'aménagement de la rue des Egraffeux

Domaine de l'Urbanisme – Travaux - Environnement

- 15.55 Contrat de location de chasse avec l'A.C.C.A.

Questions diverses

Domaines des Affaires Générales :

15-43 Désignation d'un agent correspondant chargé de la gestion des demandes d'aide auprès du CNAS

Le Maire informe le Conseil Municipal qu'à la suite d'un mouvement de personnel et dans le cadre de la réorganisation des services administratifs, il convient de nommer un nouveau correspondant titulaire représentant les agents.

Celui-ci est l'interface entre le CNAS et les agents. A ce titre, il apporte un appui dans la gestion courante des demandes d'aides. Il est donc proposé de désigner à cette fonction, en tant que titulaire, Mme BOURIOT Monique et, en tant que suppléante, Mme GRISOT Dominique, agent assurant la gestion des ressources humaines.

Après en avoir délibéré à 21 voix pour et une abstention, le conseil municipal accepte cette disposition.

15-44 Conseiller municipal délégué au domaine Social – renoncement à indemnité

Monsieur le maire indique que par courrier reçu en mairie le 1^{er} juin 2015, Mme Sylvie JEANNERET, Conseillère municipale déléguée au domaine Social, fait part de son intention de renoncer à l'indemnité correspondante.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal accepte cette disposition.

15-45 Conseiller municipal délégué à l'Environnement – renoncement à indemnité

Monsieur le maire indique que par courrier reçu en mairie le 17 juin 2015, M. Christian BLUTEAU, Conseiller municipal délégué à l'Environnement, fait part de son intention de renoncer à l'indemnité correspondante.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal accepte cette disposition.

15-46 Avis sur le projet de schéma de mutualisation de services

La loi du 16 décembre 2010 prévoit, dans l'année qui suit le renouvellement général des conseils municipaux, que le Président de l'intercommunalité doit établir un rapport relatif aux mutualisations de services entre les services de l'EPCI et ceux des communes membres : le schéma de mutualisation (article L.5211.39.1 du Code Général des Collectivités Territoriales).

I. Contexte et enjeux

La construction de notre intercommunalité s'est accompagnée de la mise en place de plusieurs services partagés entre la CAGB et ses communes membres :

- on compte à ce jour près d'une dizaine de services mutualisés entre la CAGB et la Ville de Besançon (et parfois le CCAS), principalement dans le domaine des fonctions support : Informatique, Documentation, Ressources humaines, Moyens Généraux, Achats et commande publique, Topographie et Système d'Information Géographique, Direction Stratégie et Territoire, Recherche de financements européens, Gestion des partenaires extérieurs,
- des services partagés entre la CAGB et les communes ont également été développés : assistance technique et administrative pour la conduite des projets d'investissement des communes, Conseil en énergie partagé, Ordiclasse, et dernièrement un service commun en matière d'instruction du droit des sols.

L'objectif est de poursuivre cette démarche pour répondre aux grands enjeux de nos collectivités :

- **renforcer l'efficacité de nos actions** et de nos organisations et gagner en efficacité, en cohérence et en harmonisation des pratiques,
- **répondre aux besoins de nouveaux services et d'expertise**, pour satisfaire les attentes des habitants, disposer du niveau d'expertise requis par les compétences exercées et les projets de notre territoire, maîtriser la complexité croissante des normes ou faire face au désengagement de l'Etat,
- **optimiser les moyens et les ressources** dans le contexte de forte réduction de nos capacités financières.

II. Les perspectives de nouvelles mutualisations

Le projet de schéma propose de développer les mutualisations autour de trois axes :

- Poursuivre la mise en cohérence des fonctions de gouvernance administrative entre la CAGB et la Ville de Besançon :

De nombreux services sont déjà mutualisés entre la Ville de Besançon et la CAGB et c'est aussi le cas de deux Directeurs généraux adjoints des services (DGAS) en charge des ressources humaines et des finances-conseil de gestion. Une nouvelle étape significative a été franchie dans la convergence des organisations avec la mise en place d'instances paritaires communes à la CAGB, la Ville de Besançon et au CCAS (comités techniques ; comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail). Il est proposé de consolider cette évolution vers une gouvernance administrative unique et une administration plus intégrée, par la mise en place d'ici la fin de l'année 2015 d'une Direction générale unique entre la Ville de Besançon et la CAGB.

- Renforcer la mise en commun des fonctions supports entre la CAGB et la Ville de Besançon :

Dans le prolongement des mutualisations déjà effectuées (Informatique, RH...), il est proposé la mise en place de nouveaux services communs permettant de renforcer les expertises et d'harmoniser les champs d'intervention, pour une mise en œuvre prévue au 1^{er} janvier 2016 :

- services des finances et du conseil de gestion,
- services juridiques et services en charge de la préparation et du suivi des assemblées,
- gestion des assurances,
- parc Auto Logistique (activité déjà partagée pour laquelle une mise en conformité juridique est nécessaire).

- Développer la mise en place de services partagés avec les communes de la CAGB

Le besoin en accompagnement des communes pour leurs opérations d'investissement ayant trouvé une réponse plutôt satisfaisante par le dispositif mutualisé existant, il est désormais envisagé de travailler sur les nouvelles attentes des communes qui ont été regroupées en 6 thématiques (commande publique, juridique, ressources humaines, informatique, technique, transversal). Deux groupes de travail composés d'élus et de techniciens sont constitués et sont chargés de construire d'ici la fin de l'année 2015 des propositions pour préciser les réponses aux besoins des communes d'une part, et approfondir les modalités financières d'autre part.

III. Calendrier et modalités de suivi de la démarche

Le projet de schéma a été présenté en Conférence des maires le 7 mai et au Comité de pilotage « consolidation de l'intercommunalité » le 11 mai. Il est transmis pour avis (avis simple) à chacun des conseils municipaux des communes membres. Le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer. A défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable. Puis le Conseil communautaire sera invité à adopter définitivement le schéma en novembre. Le contenu du schéma de mutualisation de services n'a pas de caractère prescriptif ni obligatoire. Conformément à la loi, l'avancement de la démarche de mutualisation fera l'objet d'une présentation et d'un débat annuels lors du débat d'orientations budgétaires de la CAGB.

S'agissant d'une démarche évolutive, il sera complété dans le courant du mandat en fonction des nouvelles perspectives et orientations politiques pour notre intercommunalité ou des évolutions législatives. Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, des points réguliers seront présentés dans les instances politiques compétentes (commissions, bureau de la CAGB) ainsi qu'en Conférences des maires.

Il est demandé au conseil municipal de bien vouloir :

- émettre un avis concernant le projet de schéma de mutualisation des services.

Après en avoir délibéré, à 14 voix contre, 5 abstentions et 3 voix pour, le conseil municipal émet un avis défavorable concernant le projet de schéma de mutualisation des services.

Domaine de la Culture, des Sports et des Loisirs

15-47 Remboursement lié à une dépense imprévue d'une association

Monsieur le maire rappelle que dans le cadre de l'organisation de certaines manifestations, certains frais ne peuvent être réglés directement par la mairie, au moyen d'un mandat administratif.

Sollicité par la Mairie, le comité des fêtes a bien voulu procéder à ces dépenses, afin notamment de réserver 3 billets de train pour inviter les artistes qui ont contribué à nos manifestations.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal d'autoriser le remboursement des dépenses imprévues engagées par le comité des Fêtes, qui s'établissent, après production des justificatifs, à 358 €.

Mmes Guibret, Truchetet, Bonet et Adam-Normand, MM. Vernier, Hequette et Gilliard, conseillers intéressés, ne prennent pas part au débat et au vote. 15 suffrages sont ainsi exprimés.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal accepte ce remboursement.

15-48 Subventions associations - 2015

Après une étude effectuée par la «commission d'attribution des subventions» qui s'est réunie à deux reprises, le 2 mars et le 13 avril 2015, le conseil municipal du 10 juin 2015 a décidé d'attribuer une subvention aux associations.

Toutefois, certaines associations ne pouvaient se prévaloir à cette date d'avoir présenté un dossier complet. C'est notamment le cas de l'association de foot TCFC, dont il convient désormais de statuer sur sa demande de subvention :

Mme Guibret et M. Valzer, conseillers intéressés, ne prennent pas part au débat et au vote. 20 suffrages sont ainsi exprimés :

ASSOCIATIONS	Montant sollicité	Montant accordé par le conseil municipal	Vote du conseil municipal
TCFC	3.500 €	3.000 €	16 voix pour, 3 voix contre, une abstention

15-49 Adoption d'une charte du marché des producteurs

Monsieur le maire expose que depuis près d'un an, en partenariat avec le Grand Besançon et la commune de Roche Lez Beauré, la municipalité conduit un projet visant à implanter un marché de producteurs locaux sur la commune de THISE.

A compter de la rentrée 2015, il se tiendra le 1^{er} samedi de chaque mois sur Thise, en alternance avec Roche Lez Beauré, le 3^{ème} samedi. La fréquence sera donc dans un premier temps mensuelle.

Afin de définir les modalités d'organisation de ce marché, mais aussi de garantir aux consommateurs que les produits (agricoles ou artisanaux) proviennent exclusivement des producteurs qui seront présents, le groupe de travail a élaboré une charte de qualité.

L'exposé du maire entendu et après en avoir délibéré 21 voix pour et une voix contre, le conseil municipal :

- approuve les termes de cette charte du marché des producteurs ;
- autorise le maire à signer tout document afférent.

Domaine des finances

15-50 Tarif des services communaux

Monsieur le Maire propose de faire évoluer les tarifs, actuellement en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2014. Il propose en outre d'instituer deux nouveaux tarifs, correspondants à l'installation d'une terrasse d'une part, et à l'installation des artisans et producteurs dans le cadre d'un marché ambulant.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal accepte la révision des tarifs communaux au 1^{er} janvier 2016, selon les modalités suivantes :

Objet	Tarifs au 1 ^{er} janvier 2014	Tarifs au 1 ^{er} janvier 2016	Vote du conseil municipal
Droit de bibliothèque	Gratuit	Gratuit	unanimité
Alambic municipal	35.00 € par jour	35.00 € par jour	unanimité
Droit de place pour les forains	15.00 € par jour	15.00 € par jour	unanimité
Droit de place pour les marchands ambulants occasionnels	85.00 € par jour	100 € par jour	unanimité
Droit de place pour les marchands ambulants réguliers (au moins une fois par semaine)	10.00 € par jour	10.00 € par jour	unanimité
Droit de place pour l'installation d'une terrasse		10 € par m ² , à l'année	12 voix pour et 10 voix contre
Droit de place - marché		2 € par m. linéaire, par jour	unanimité

15-51 Tarifs des concessions de cimetière, des caveaux et des cavurnes

Cette délibération annule et remplace la délibération N°08-87 du 24 octobre 2008.

En premier lieu, Monsieur le Maire propose de maintenir la durée et les tarifs des concessions de cimetière de la manière suivante :

1° Durée des concessions :

- quinze ans
- trente ans

2° Tarif des concessions :

- quinze ans : 50 € le m²
- trente ans : 90 € le m²

3° Tarif des caveaux :

- caveaux 2 places : 1 480 €
- caveaux 4 places : 1 820 €

Toutefois, il est proposé au conseil municipal de faire évoluer à la baisse le tarif des cavurnes de la manière suivante :

Objet	Tarifs au 1 ^{er} janvier 2015	Tarifs au 8 juillet 2015
Tarif des cavurnes	990 €	500 €

Cette baisse s'explique par le choix d'un type de cavurne moins onéreux que précédemment car la plaque de couverture reste désormais à la charge de l'acquéreur.

Après en avoir délibéré, le conseil Municipal, à l'unanimité, accepte les modalités, durées et tarifs ci-dessus évoqués, qui seront applicables à compter du 8 juillet 2015.

15-52 Tarif – stock de bois ponctuel

En marge de la campagne d'affouage annuelle, Monsieur le Maire Précise qu'il arrive que la commune puisse disposer, de manière ponctuelle, d'un stock de bois. Il est proposé de vendre ce bois de chauffage aux particuliers, en priorité aux habitants de la commune, coupé en un mètre et non livré, au prix de 35 € le stère.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, accepte cette proposition.

15-53 Budget communal - décision modificative n°1

Monsieur le Maire propose l'ouverture des crédits suivants :

Réhabilitation du terrain de foot suite à l'occupation des gens du voyage :

Article budgétaire	Dépenses	
	Majoration	Minoration
Opération 47 : stade de foot - 2135 « Instal. Génér. Agenc. Amén. cons. »	+ 10.000 €	
Opération 50 : maison Chevalier – 2315 « Immos en cours – inst. Techn. »		- 10.000 €

Opération maisons fleuries :

Article budgétaire	Dépenses	
	Majoration	Minoration
6714 « bourses et prix »	+ 500 €	
022 « dépenses imprévues fonctionnement »		- 500 €

Achat de véhicules :

Article budgétaire	Dépenses	
	Majoration	Minoration
Opération 15 « matériels de voirie et de ménage » - 21571 « matériels roulants »	+ 6.500 €	
Opération 83 : « place de l'amitié » - 2031 « Frais d'études »		- 6.500 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à 21 voix pour et une abstention, adopte la présente délibération.

15-54 Budget communal – renégociation de prêt pour l'aménagement de la rue des Egraffeux

Pour l'aménagement de la rue des Egraffeux, la commune de Thise a contracté un emprunt de 600.000 € sur 25 ans au taux de 5.00 %.

Au vu des taux actuellement en vigueur, la commune a sollicité la Banque populaire, la Caisse d'Epargne et le Crédit Agricole. A ce jour, seuls ces deux derniers organismes ont émis une proposition, dont les différentes caractéristiques sont les suivantes :

		Crédit Agricole		Caisse d'épargne	
Montant à emprunter (1)	552 000	594 000	594 000	594 000	594 000
Taux	5%	1.95%	2.18%	1.86%	2.17%
Durée		15 ans	20 ans	15 ans	20 ans
charge annuelle de remboursement	annuelle dégressive (24000 en capital + intérêts dégressifs)	45 769	36 723	45 305	36 512
montant global remboursé	883 200	686 538	734 464	679 570	730 237
Frais de dossier		700	700	594	594
Coût total du crédit intérêt + FD	331 200	93 238	141 164	86 164	136 831
gain par rapport au prêt actuel		237 962	190 036	245 036	194 369

(1) Montant à emprunter après renégociation : 552000 + 15000 de renégociation + 27000 annuité restant due pour 2015 = 594000

M. Couval, conseiller intéressé, ne prend pas part au débat et au vote. 21 suffrages sont ainsi exprimés.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- approuve à l'unanimité la proposition de la caisse d'Epargne ;
- approuve à 14 voix pour, 7 voix contre, la renégociation sur 15 ans ;
- autorise le maire à signer le contrat et tout document afférent.

Domaine de l'urbanisme, travaux, environnement

15-55 Contrat de location de chasse avec l'A.C.C.A

Monsieur le Maire rappelle la délibération 03.59 du 6 juin 2003 approuvant, à l'unanimité, la convention d'apport d'un territoire de chasse à l'A.C.C.A de Thise du 23 juin 2003, et notamment son article 5, qui énonce que :

« Le locataire s'engage à ne pratiquer aucune action de chasse sur l'ensemble du territoire communal et du territoire privé sur la Commune d'Amagney, chaque dimanche à partir de 13 heures, à compter de l'ouverture de la chasse au 30 octobre de chaque année ».

Il est proposé au conseil municipal d'approuver l'une des trois propositions suivantes :

- le maintien de cette disposition en l'état, soit une interdiction des actions de chasse, le dimanche, à partir de 13h;
- l'interdiction des actions de chasse, le dimanche, toute la journée, du dimanche suivant l'ouverture de la chasse et ce jusqu'au 30 octobre de chaque année ;
- l'interdiction des actions de chasse, le dimanche, toute la journée, et ce pendant toute la saison de chasse, à l'exception du dimanche d'ouverture de la chasse.

Il est précisé que le conseil municipal statue uniquement sur les actions de chasse en battue et non en plaine, et se déroulant dans les bois communaux et non sur les terres propriété de l'A.C.C.A.

Mme Mougard, conseillère intéressée, ne prend pas part au débat et au vote. 21 suffrages sont ainsi exprimés.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à 14 voix pour, 5 abstentions et 2 voix contre :

- approuve la modification de la convention d'apport, conformément aux termes de la 3^{ème} proposition ;
- autorise le maire à signer le contrat et tout document afférent.

L'ordre du jour étant épuisé la séance du 08 juillet 2015 est levée à : 00h30.

RÉCAPITULATIF

Liste des délibérations, numérotées dans l'ordre chronologique :

♦ Délibération	n° 15-43	Désignation d'un agent correspondant chargé de la gestion des demandes d'aide auprès du CNAS 21 voix pour et 1 abstention
♦ Délibération	n° 15-44	Conseiller municipal délégué au domaine Social – renoncement à indemnité unanimité
♦ Délibération	n° 15-45	Conseiller municipal délégué à l'Environnement – renoncement à indemnité unanimité
♦ Délibération	n° 15-46	Avis sur le projet de schéma de mutualisation de services 14 voix contre, 5 abstentions et 3 voix pour
♦ Délibération	n° 15-47	Remboursement lié à une dépense imprévue d'une association unanimité
♦ Délibération	n° 15-48	Subventions aux Associations / exercice 2015 unanimité
♦ Délibération	n° 15-49	Adoption d'une charte du marché des producteurs 21 voix pour et 1 voix contre
♦ Délibération	n° 15-50	Tarif des services communaux unanimité
♦ Délibération	n° 15-51	Tarifs des concessions de cimetière, des caveaux et des cavurnes unanimité
♦ Délibération	n° 15-52	Tarif – stock de bois ponctuel unanimité
♦ Délibération	n° 15-53	Budget communal – décision modificative n° 1 21 voix pour et 1 abstention
♦ Délibération	n° 15-54	Budget communal – renégociation de prêt pour l'aménagement de la rue des Egraffeux 14 voix pour, 7 voix contre
♦ Délibération	n° 15-55	Contrat de location de chasse avec l'A.C.C.A. 14 voix pour, 5 abstentions et 2 voix contre

SIGNATURES :

Marie ADAM-NORMAND		Loïc ALLAIN	XXXXXXXXXXXXXXXXXX
Bernard BARTHOD		Christian BLUTEAU	
Brigitte BONET		Damien COUVAL	
Marie-Claude GAUTHIER		Cécile GIGNET	XXXXXXXXXXXXXXXXXX
Jean-Claude GILLIARD		Laurence GUIBRET	
Sophie HACQUARD		Thibaut HEQUETTE	
Sylvie JEANNERET		Alain LORIGUET	
Manuela MORGADINHO		Martine MOUGNARD	
Marie-Pierre PETITOT		Philippe THIBERT	
Denis TROUTIER		Geneviève TRUCHETET	

Claude VALZER		Claude VERNEREY	XXXXXXXXXXXXXXXX
Nicolas VERNIER			